

# **COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 21 JANVIER 2004**

Étaient présents : M. MAMERE, MM. MERCIER, JOANDET, Mme BUISSON, MM. PINAUD, SURLEVE-BAZEILLE, Mme LUCBERNET-GARCIA, MM. DUBOST, PEREZ, Mme BARRIERE, MM. DRESS, FONSECA, Mme ALLIN, M. LABARTHE, Mme POUGNET-FORET, MM. BEZIADE, RAYNAUD, Mmes JEAN, FEDOU, OULD-AMEZIANE, M. LACOSTE, Mmes HEGOBURU, VIGANO, MM. RABEAU, PARIS, Mmes TEXIER, ALCORTA, MM. DENOYELLE, MULLIEZ, BRU.

S'était fait excuser et avait donné délégation :

Mme TSITSICHVILI à Mme BARRIERE

M. DANE à M. JOANDET

M. GOURGUES à M. LABARTHE

Mme JEAN à M. PEREZ (présente à partir de la délibération n° 4)

Mlle CERON à M. le MAIRE

Mme RIVES à M. DUBOST

Absents : M. BRU (à partir de la délibération n° 13)

Secrétaire de la séance : Mme OULD-AMEZIANE

## **1 - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS**

Afin de répondre aux besoins du service public, il est décidé la création des emplois suivants :

- 2 emplois d'adjoint d'animation à temps complet
- 1 emploi d'adjoint administratif à temps complet
- 1 emploi d'ingénieur subdivisionnaire à temps complet

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 2 NE PARTICIPENT PAS

## **2 - MODIFICATION DE LA COMPOSITION DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES – 5ÈME LECTURE – MODIFICATION DÉCRET N° 2004-15 DU 7 JANVIER 2004**

Le décret 2004-15 du 7 janvier 2004 portant réforme du Code des Marchés Publics, mis en application le 10 janvier 2004, modifie certains articles du Code et notamment l'article 22 concernant la composition de la Commission d'Appel d'Offres. Elle reste toujours composée, sous la présidence de M. le Maire ou de son représentant, de :

- 5 membres du Conseil Municipal élus par délibération du Conseil Municipal du 06/03/03 qui assistent avec voix délibérative
- un représentant du Service Technique et des personnalités désignées par le Président en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de l'appel d'offres qui participent avec voix consultative.
- Le texte prévoit désormais que le Comptable Public et le représentant du Directeur Général de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes peuvent être invités avec voix consultative.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

## **3 - MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 10 OCTOBRE 2002 DÉSIGNANT LES REPRÉSENTANTS DE LA VILLE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA S.A.E.M.C.I.B.**

En vertu des nouvelles dispositions de la loi du 2 janvier 2002 modifiant l'article L 1524-5 du Code des Communes et des dernières décisions du

Conseil d'Administration de la S.A.E.M.C.I.B., il est nécessaire que la mention « mandataire » soit précisée. Aussi, il est décidé de procéder à cette modification de forme de la délibération.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 28 VOIX POUR – 7 ABSTENTIONS

#### **4 - APPROBATION DE L'OPÉRATION DE RENOUVELLEMENT URBAIN YVES FARGE – TERRES NEUVES – QUARTIER NORD-EST ET DE LA CONVENTION PUBLIQUE D'AMÉNAGEMENT À INTERVENIR AVEC LA S.A.E.M.C.I.B. POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'OPÉRATION**

Cette opération de renouvellement urbain qui a reçu un accord de principe des partenaires, collectivités et État, doit être soumise à l'Agence de Rénovation Urbaine pour accord. Afin de mener à bien cette opération, il est décidé de confier à la S.A.E.M.C.I.B. sa mise en œuvre en lui transférant la maîtrise d'ouvrage au travers d'une convention publique d'aménagement et d'en approuver son plan de financement prévisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

#### **5 - DÉCISION MODIFICATIVE DU BUDGET DE LA VILLE**

En cette période de l'exercice, les ajustements nécessaires sont approuvés.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 2 ABSTENTIONS

#### **6 - DÉCISION MODIFICATIVE DU BUDGET ANNEXE DE LA RÉGIE DES TRANSPORTS**

En cette période de l'exercice, les ajustements nécessaires sont approuvés.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 2 ABSTENTIONS

#### **7 - DÉCISION MODIFICATIVE DU BUDGET ANNEXE DE LA RÉGIE DU PORT**

En cette période de l'exercice, les ajustements nécessaires sont approuvés.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 28 VOIX POUR – 1 CONTRE – 6 ABSTENTIONS

#### **8 - DÉCISION MODIFICATIVE DU BUDGET ANNEXE DE L'E.C.M.M.**

En cette période de l'exercice, les ajustements nécessaires sont approuvés.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

#### **9 - SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À L'ASSOCIATION CROIX ROUGE FRANÇAISE**

Il est décidé d'octroyer une subvention exceptionnelle de 1 500 € à l'Association Croix Rouge Française qui s'est mobilisée pour faire face au drame qui a frappé le sud-est de l'Iran.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

#### **10 - CONVENTION AVEC LA S.A.E.M.C.I.B. CONCERNANT LA MISSION DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE**

Dans le cadre de sa politique en matière de développement de la ville, la commune a décidé de renforcer ses moyens dans le secteur économique dans le respect des compétences de la C.U.B. En conséquence, les actions d'intérêt général liées au développement économique seront confiées à la S.A.E.M.C.I.B. à compter du 1er janvier 2004 et pour une durée de 3 ans.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 28 VOIX POUR – 7 ABSTENTIONS

## **11 - SIGNATURE DU SECOND CONTRAT TEMPS LIBRE JEUNES AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES**

S'appuyant sur l'expérience du 1er Contrat Temps Libre Jeunes, il est décidé de renouveler l'implication de la Ville dans ce dispositif.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

## **12 - PARTICIPATION DE LA VILLE AUX FRAIS DES GOÛTERS DE NOËL DES ÉCOLES MATERNELLES**

La somme de 1 324,22 € sera versée aux écoles maternelles, pour l'année scolaire 2003/2004, à raison de 1,46 € par enfant scolarisé.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

## **13 - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (C.U.B., CONSEIL GÉNÉRAL, CONSEIL RÉGIONAL) – DEMANDE DE PARTENARIATS PRIVÉS POUR LA 9ÈME FÊTE DE LA MORUE**

Pour la réalisation de cette manifestation qui aura lieu les 4, 5 et 6 juin 2004, il est décidé de solliciter l'intervention de la C.U.B., du Conseil Général et du Conseil Régional, ainsi que de partenaires privés.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 34 VOIX POUR

## **14 - DEMANDE DE PRISE EN CHARGE POUR LA VENUE DES INTERVENANTS À LA FÊTE DE LA MORUE ET AU COLLOQUE DE LA FÊTE DE LA MORUE**

Suite à la demande de la Trésorerie Générale, le Conseil approuve la prise en charge éventuelle (transport, hébergement et défraiements) des différentes personnalités intervenant dans la cadre de cette manifestation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 34 VOIX POUR

## **15 - FÊTE DE LA MORUE – TARIFS D'INSCRIPTION DES RESTAURATEURS**

Le Conseil fixe à 50 € le tarif d'inscription des restaurateurs.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 34 VOIX POUR

## **16 - FÊTE DE LA MORUE – TARIFS D'INSCRIPTION DES ASSOCIATIONS ET TRAITEURS – DÉPÔT DE CAUTION POUR LE PRÊT DE CHAISES, TABLES ET BANCS**

Les tarifs nécessaires au déroulement de cette manifestation sont fixés.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 34 VOIX POUR